

COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION



COMMISSION DE LA CEDEAO

Département Agriculture, Environnement et Ressources
en Eau

Department of Agriculture, Environment and Water
Resources

ARAA / RAAF

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

Regional Agency for Agriculture and Food

RAPPORT D'ACTIVITES ANNUEL 2014 DE L'AGENCE REGIONALE POUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION (ARAA)

JANVIER 2015

Table des matières

SIGLE ET ABBREVIATION	3
Résumé Exécutif.....	4
Introduction.....	7
I. Activités de la coordination (ARAA)	7
I.1. Activités du volet Administration.....	7
I.2. Activités du volet programme	10
II. Activités des projets et programmes.....	11
II.1 Programme PASANAO.....	11
II.1.1. Programme d'activités 2014	11
II.1.2. Etat d'avancement des activités.....	12
II.2. Projet FAO-CEDEAO.....	14
II.2.1. Programme d'activités 2014	14
II.2.2. Etat d'avancement des activités.....	14
II.3. Programme de placement profond de l'urée.....	18
II.3.1. Programme d'activités 2014	18
II.3.2 Etat d'avancement des activités.....	19
II.4. Projet faim zéro	19
II.4.1. Programme d'activités 2014	19
II.4.2. Etat d'avancement des activités.....	20
III. Exécution financière	23
III.1 Etat des encaissements des recettes budgétaires	23
III.2 Etat d'exécution budgétaire	23
Conclusion	

SIGLE ET ABBREVIATION

ARAA :	Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
AECID :	Agence Espagnole de la Coopération Internationale pour le Développement
AFD :	Agence Française de Développement
BIDC :	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
ECOWAP:	Politique Agricole de la CEDEAO
FAO:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (Food and Agriculture Organization)
PASANAO :	Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest
PDDAA :	Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique
UE:	Union Européenne
USAID:	Agence des Etats-Unis pour le Développement International
WAAHM:	West Africa Alliance against Hunger and Malnutrition

Résumé Exécutif

Le présent rapport dresse un état des activités réalisées au cours de l'année 2014 par l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) et les quatre projets et programmes dont la mise en œuvre est coordonnée par elle à savoir : (1) le Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (PASANAO), (2) le projet de la FAO-CEDEAO sur le renforcement des capacités de la CEDEAO pour la mise en œuvre effective de l'ECOWAP/ PDDAA en Afrique de l'Ouest ; (3) le programme de placement profond de l'urée et enfin 4) le projet « faim zéro ».

Le rapport est structuré en trois parties: la première partie expose les activités réalisées au niveau de l'Agence, la deuxième partie présente l'état d'avancement des activités réalisées par les projets et programmes et enfin la troisième partie est consacrée à la présentation de l'exécution financière de l'ARAA.

En ce qui concerne les activités conduites au cours de l'exercice 2014, les principaux faits marquants sont les suivants :

1. Elaboration de plusieurs rapports et plans de travail, notamment les rapports d'activités 2013 et du premier semestre 2014 de l'ARAA ; tous postés sur le site (www.araa-raaf.org); du plan triennal 2015-2017 de l'ARAA; du programme d'activités et budget 2015 de l'ARAA et enfin des programmes d'activités des projets et programmes de l'ARAA.
2. Elaboration des outils de gestion, notamment des documents provisoires : (i) du règlement intérieur ; (ii) du manuel des procédures administratives, financières et comptables ; (iii) du cadre de mesure de la performance de l'Agence et du canevas de rapportage et de suivi des missions, (iv) d'un manuel de cycle de gestion des projets, (v) d'un guide d'appels à proposition des projets et (vi) le guide de communication du PASANAO.
3. Organisation de plusieurs réunions, notamment (i) le comité d'orientation et comité technique de l'ARAA, (ii) des comités de pilotage des projets et programmes coordonnés par l'ARAA.
4. Obtention auprès du Gouvernement de la République Togolaise, d'un bâtiment d'environ trente (30) bureaux pour abriter le siège de l'Agence à Lomé.
5. Lancement du premier Appel à Proposition sur les Opérations innovantes Sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les trois thématiques concernées par l'appel à proposition sont: 1) la fortification des aliments ; 2) la sécurisation des systèmes d'activités pastoraux ; 3) le renforcement des systèmes de crédit et d'assurance agricoles. Les dossiers d'appel à proposition des projets sur les filets sociaux de sécurités ont été finalisés et seront publiés dans la deuxième quinzaine du mois de janvier 2015.
6. Conception et développement du site web de l'Agence, le site web de l'ARAA a été conçu et son développement est en cours de finalisation. Ledit site peut être consulté sur (www.araa-raaf.org).
7. Participation de l'ARAA à plusieurs rencontres dédiées à la mise en œuvre des projets régionaux : (i) suivi des recommandations de la conférence régionale sur la libre circulation des produits agricoles en Afrique de l'ouest; (ii) restitution des études sur la réserve régionale de sécurité alimentaire; (iii) lancement du projet FAO – CEDEAO « faim zéro »;

- (iv) l'offensive riz, (v) réunion restreinte du RPCA et la session de travail du groupe d'experts senior de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR) et enfin à la réunion des partenaires techniques et financiers de la CEDEAO tenue à Abuja, la réunion du Comité Administration et Finance pour l'examen des programmes et le budget 2015.
8. Participation de l'ARAA à la 3^{ème} édition du Salon International de l'Agroalimentaire de Lomé (SIALO) en septembre. L'Agence a participé aux différents débats organisés au cours du salon. Elle a disposé un espace pour son exposition.
 9. Démarrage des activités relatives aux instructions de six projets régionaux sur les sept prévus à savoir: l'offensive riz, l'aviculture villageoise, l'hydraulique villageoise, la réserve régionale de sécurité alimentaire, les filets sociaux et la régulation des marchés. :
 - ✓ Les résultats des études préparatoires à la mise en œuvre de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire ont été présentés et validés en marge du comité de pilotage du PASANAO tenu à Abidjan en février 2014 ;
 - ✓ Le projet PRIME (Produire plus de Riz avec moins d'Engrais), mis en œuvre par l'IFDC est une composante de l'offensive riz. Le projet a démarré au mois d'avril 2014, malheureusement les activités ont été suspendues au mois d'octobre par faute de financement;
 - ✓ Appui à la mise en œuvre du Programme Régional Hydraulique Villageoise Améliorée (PRHVA). Une note de présentation de la mise en œuvre du programme a été rédigée. Les contrats d'accord de subvention ont été élaborés avec les pays de la CEDEAO et ceux-ci sont en attente de signature et de financement par la CEDEAO;
 - ✓ Contribution à la mise en œuvre du programme régional d'appui aux filets sociaux de sécurité, le dossier d'appel à proposition de projets a été élaboré par l'équipe du projet FAO-CEDEAO de renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'ECOWAP;
 - ✓ L'ARAA, à travers le PASANAO a lancé deux études, à savoir l'étude sur la « formulation des mesures complémentaires visant à faire face à la volatilité et aux flambées des prix à l'importation en Afrique de l'Ouest » et l'étude sur la « cartographie des infrastructures de stockage privé » et « la capitalisation des expériences de stockage privé » dans six pays de la CEDEAO. Un Appel à Manifestation d'Intérêts (AMI) a été lancé pour l'exécution de l'étude sur l'Appui à la conception d'un dispositif régional d'échange et de formation sur les Filets de Sécurité Sociaux en Afrique de l'Ouest.
 10. Appui au Ministère de l'Agriculture (MADR) de la Guinée Bissau par le projet FAO-CEDEAO du 23 novembre au 5 décembre 2014 pour assurer l'intégration des priorités du secteur agricole et rural, dans le processus de préparation de la table ronde pour la mobilisation des ressources. Le projet a fourni un appui à l'élaboration de notes de contributions du secteur agricole au Plan Stratégique Opérationnel (PSO) de la Guinée Bissau.
 11. Le programme de placement profond de l'urée géré par l'IFDC a démarré officiellement ses activités au mois d'avril 2014. Le programme a identifié au moins 20 fabricants et

fournisseurs privés potentiels pour assurer la commercialisation des granules et des équipements. Les besoins des acteurs selon leur position sur la chaîne de valeur riz ont été identifiés. Les activités du programme ont été suspendues au mois d'octobre 2014 par manque de financement ;

12. Le projet « initiative » faim zéro a conduit une évaluation préliminaire des capacités de la plateforme régionale et des alliances nationales contre la faim et la malnutrition ; des appuis spécifiques et techniques ont été apportés aux Gouvernements des Etats membres de la CEDEAO pour (i) renforcer l'intégration de la nutrition dans les politiques et programmes (Ghana et Burkina Faso), (ii) développer des stratégies nationales (Nigeria), (iii) créer un cadre légal pour la coordination de la nutrition (Cote d'Ivoire), (iv) formuler et appuyer la mise en œuvre des projets relatifs au droit à l'alimentation et de l'amélioration de la gouvernance de la sécurité alimentaire (Guinée Bissau, Mali, Nigeria, Sierra Leone et Togo), sensibiliser et former les Parlementaires de la République du Togo sur le Droit à l'Alimentation. Le projet Faim Zéro a contribué à l'élaboration du Programme Décennal Communautaire de Transformation de l'Agriculture pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PCD-TASAN) de l'UEMOA en renforçant entre autres, les aspects liés à la nutrition et la prise en compte des stratégies et engagements au niveau régional. Des réalisations en cours ou en attente de validation concernent entre autres les cadres conceptuels de l'initiative Faim Zéro et de la protection sociale liée à l'agriculture, l'analyse des tendances de la faim et de la malnutrition en Afrique de l'Ouest de 1990 à 2013 et leur projection à l'horizon 2025, l'analyse des gaps dans l'intégration de la nutrition dans les politiques, stratégies, programmes et budgets du PRIA et des 15 PNIA, le site web de l'IFZ, le synopsis de la stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Nigéria, etc.

Introduction

Le présent rapport annuel qui couvre la période de Janvier-Décembre 2014 dresse l'état de la mise en œuvre des activités inscrites au titre de l'année 2014 de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) et des projets et programmes sous sa supervision. Il s'agit du Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (PASANAO), du projet de la FAO-CEDEAO sur le renforcement des capacités de la CEDEAO pour la mise en œuvre effective du PDDAA en Afrique de l'Ouest, du programme de placement profond de l'urée et enfin du projet « faim zéro ».

Le rapport d'activités de la période sous revue est structuré en trois parties :

- Les activités de la coordination (ARAA) ;
- Les activités des programmes et projets ;
- L'Exécution financière du budget.

I. Activités de la coordination (ARAA)

L'Agence a inscrit au titre de l'année 2014, plusieurs activités entrant dans sa phase d'opérationnalisation en vue de l'atteinte de son mandat qui est « **d'assurer l'exécution technique des programmes et plans d'investissement régionaux concourant à l'opérationnalisation de la politique agricole de la CEDEAO, en s'appuyant sur les institutions, organismes et acteurs régionaux disposant de compétences avérées** ». Les actions ont été classées en deux volets, à savoir le volet administratif et le volet programme, toutes financées par les fonds propres de la CEDEAO et les partenaires techniques et financiers (l'USAID, la Coopération espagnole, l'AFD et la coopération allemande).

I.1. Activités du volet Administration

Les activités programmées au niveau de ce volet concernent, le recrutement du personnel d'appui (fonds propres CEDEAO) et du personnel technique (Fonds Espagnol) de l'ARAA, l'organisation des réunions et des missions, l'acquisition d'équipements, la production des outils de gestion et enfin l'élaboration des rapports.

- **Recrutement du personnel technique et d'appui de l'ARAA:** les Termes de référence ont été élaborés et les avis de vacance de postes ont été publiés sur le site de la CEDEAO et dans les journaux des pays membres de la CEDEAO. Les candidats ont été présélectionnés pour l'ensemble des trois postes, mais les interviews n'ont pas pu avoir lieu au cours de l'année pour cause de calendrier très chargé de la Commission. Quant au recrutement du personnel d'appui, les dossiers ont été réceptionnés et le cabinet en charge de dépouillement des dossiers a transmis ses travaux au département des ressources humaines pour la présélection des candidats à interviewer.
- **Organisation de réunions,** l'Agence a organisé plusieurs réunions au cours de la période sous revue. IL s'agit :
 - ✓ la tenue de la première réunion du comité d'orientation au mois d'août 2014, à Lomé avec l'ensemble des acteurs impliqués (département de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau, l'ARAA, les organisations paysannes et les

partenaires techniques et financiers). Le premier plan triennal 2015-2017 de l'ARAA et le rapport d'activités de l'année 2013 ont été validés au cours de cette session.

- ✓
- ✓ l'organisation de la première réunion du comité technique à Bamako en octobre 2014. Au cours de cette rencontre, l'ensemble des projets en cours de mis en œuvre ont été passés en revue. Il ressort des conclusions de cette première rencontre que les projets s'exécutent. Des recommandations formulées par les participants visent à améliorer davantage la performance des projets et de rendre leurs résultats plus visibles.
- ✓ la tenue d'une réunion tripartite entre la CEDEAO, l'AECID et la FAO à Abuja au mois de novembre sur l'état d'avancement du projet de renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'ECOWAP. La rencontre a été présidée par le Commissaire chargé de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau. Elle a enregistré la participation de l'Ambassadeur d'Espagne au Nigeria, du Représentant Régional Adjoint du Bureau Afrique de la FAO, du Directeur Exécutif de l'ARAA, du Directeur de l'Agriculture de la CEDEAO et du Directeur de la Coopération pour l'Afrique et l'Asie de l'AECID. Le rapport d'activité 2012-2013 et le programme d'activités 2014-2015 ont été adoptés. Des orientations ont été données au coordonnateur du projet pour accélérer la mise en œuvre des activités pour conforter les résultats forts encourageants enregistrés jusque là.

- **Organisation d'ateliers**, l'Agence a organisé en son sein un atelier de formation sur le nouveau code des marchés de la CEDEAO à l'attention de tout le personnel de l'ARAA, y compris le personnel des projets et programmes. La formation a été assurée par le facilitateur de la CEDEAO sur le nouveau code. En marge de la formation, le guide sur les appels à proposition de l'ARAA a été présenté, discuté et amendé, ce qui a permis de finaliser ledit guide pour son utilisation immédiate pour les appels à proposition lancés en septembre 2014 (les opérations innovantes de sécurité alimentaire) et en janvier 2015 (les filets sociaux de sécurité).

Un atelier d'affinement des manuels des procédures administratives, financières et comptables et de gestion du cycle des projets de l'ARAA a eu lieu en décembre 2014 à Saly Portudal au Sénégal pour présenter et discuter des versions provisoires. Cet atelier a permis d'intégrer les amendements nécessaires aux documents présentés et d'affiner les instructions en matières administratives, financières et comptables du manuel du cycle de gestion des projets. Les documents provisoires de ces manuels sont disponibles.

- **Organisation de voyages**, le personnel de l'ARAA a effectué des missions au cours de l'exercice 2014. Il s'agit de :

- ✓ Des missions de suivi des dossiers administratifs du personnel, des paiements, et des recrutements du personnel technique et d'appui ;

- ✓ La participation de l'Agence aux réunions organisées par la Commission sur le risque de management au mois de juillet 2014 ; de la réunion des partenaires de la CEDEAO en septembre et enfin de la réunion du Comité Administration Finance en décembre pour l'examen et l'adoption du budget 2015 des Institutions et Agences de la CEDEAO;
 - ✓ la participation du personnel de l'ARAA aux ateliers de formation sur le nouveau code des marchés, de passation des marchés de la CEDEAO organisés à Bobo-Dioulasso et à Abuja en mars 2014.
- **Acquisition des équipements**, il est prévu l'acquisition d'un véhicule de type 4X4, les TDR ont été élaborés et transmis à la Commission pour publication et sélection du fournisseur. Une première consultation a été organisée et elle s'est avérée infructueuse. La Commission a donc repris la consultation et le processus est en cours.
 - **Outils de gestion**, l'ARAA a élaboré des TDR pour l'acquisition et l'installation d'un logiciel de gestion comptable et l'élaboration du manuel de procédures de l'ARAA. Le premier draft du manuel des procédures administratives, financières et comptables de l'ARAA est disponible. Ledit manuel sera finalisé au cours du premier semestre 2015. Quant au logiciel comptable de l'Agence, cette activité a été suspendue, car la CEDEAO est en train de développer un progiciel intégré dénommé SAP pour l'ensemble de ses Institutions et Agences. Le déploiement dudit progiciel est prévu courant premier trimestre de 2015. Au cours de l'année l'ARAA a élaboré en interne :
 - ✓ Un canevas de rapportage afin de suivre les missions et leur contribution aux objectifs et résultats assignés à l'Agence et aux différents programmes et projets ;
 - ✓ Un cadre de mesure de la performance de l'ARAA ; ce document constitue un premier guide pour l'élaboration du rapport de performance de l'Agence;
 - ✓ Le draft d'un règlement intérieur de l'Agence a été élaboré.
 - **Contribution à l'élaboration des Dossiers d'appel d'offre (DAO)**, l'Agence a contribué à l'élaboration du dossier d'appel d'offre du projet « Mouche des fruits » avec l'AFD pour la sélection du cabinet qui doit assurer la mise en œuvre du projet. Un cabinet a été sélectionné pour la mise en œuvre du projet. Le processus de sélection étant terminé, le projet pourra bientôt démarrer.

L'Agence a également contribué à l'élaboration des dossiers d'appel d'offre avec le PASANAO sur :

- ✓ Cartographie des infrastructures de stockage privé ;
- ✓ Filets sociaux (appui à la constitution d'un réseau de partage d'expériences et d'informations sur les dynamiques régionales).

- **Contribution à l'élaboration des Dossiers d'appel à proposition (AàP)**, l'Agence a contribué à l'élaboration du dossier d'appel à proposition sur les opérations innovantes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et les filets sociaux de sécurité. En ce qui concerne les opérations innovantes, le dossier AàP a fait l'objet d'une publication dans les journaux des pays membres de la CEDEAO et posté au niveau des sites Web (CEDEAO, CILSS, CSAO, Hub Rural, AFD), le lancement a été fait le 1^{er} septembre 2014. Le dossier d'appel à proposition sur les filets sociaux a été finalisé en novembre et une présentation a été faite le 18 décembre 2014 lors de la réunion du RPCA à Bruxelles. Cette présentation visait à informer les participants du lancement officiel de l'Appel à Projets, le 20 janvier 2015.
- **Elaboration du rapport d'activités annuel 2013 et celui du premier trimestre 2014.** Les rapports d'activités ont été élaborés et transmis au Département, Agriculture, Environnement et Ressources en Eau (DAERE) et postés sur le site de l'ARAA (www.araa.org);
- **Poursuite des démarches auprès des autorités togolaises** pour la mise à disposition d'un bâtiment devant abriter l'Agence. Les démarches ont abouti à l'obtention d'un bâtiment d'environ trente (30) bureaux pour le siège de l'ARAA. Les formalités administratives sont en cours pour l'occupation effective des locaux.
- Participation de l'ARAA à la 3^{ème} édition du Salon International de l'Agroalimentaire de Lomé (SIALO) en septembre. L'Agence a participé aux différents débats organisés au cours du salon. Elle a disposé d'un espace pour l'exposition des documents et les projets qu'elle coordonne. Des dépliants de l'ARAA ont été produits et diffusés aux participants.
- **Conception et développement du site web de l'ARAA**, avec le concours financier de l'USAID, l'Agence a pu concevoir son site web dont le développement est en cours de finalisation. Le site peut être consulté sur le www.araa.org. Ce site est en lien direct avec celui du DAERE. Le site web qui sera lancé au cours du premier trimestre 2015 nécessitera un administrateur site web pour la réalisation des tâches de maintenance, de gestion et de promotion de contenu afin d'assurer la pérennité de la plateforme et de la rendre à la hauteur des exigences de son audience.

I.2. Activités du volet programme

Les activités à ce niveau concernent les instructions de sept projets au cours de l'année 2014, à savoir : l'Offensive Riz ; Projet Produire plus de Riz avec moins d'Engrais; l'Aviculture villageoise; Hydraulique Villageoise; Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire ; Intensification Agricole et Pastorale; Régulation des marchés et Filets Sociaux de Sécurité.

Six des sept programmes instruits ont connu un démarrage effectif. Il s'agit :

- **Offensive Riz**, avec le projet PRIME (Produire plus de Riz avec moins d'Engrais) qui est mis en œuvre par l'IFDC a démarré en avril 2014;
- **Aviculture**, pour lequel un dossier provisoire d'appel à proposition de projets a été réalisé par le projet FAO-CEDEAO sur base du document de projet validé lors de l'atelier de Cotonou en février 2014;
- **Hydraulique villageoise, au sujet duquel** une note de présentation de la mise en œuvre du programme et un accord de subvention ont été élaborés pour tous les pays membres de la CEDEAO;
- **Réserve régionale de sécurité alimentaire**, à propos duquel, la quasi-totalité des études de base prévues par le PASANAO avec le concours financier de l'AFD ont été réalisées et restituées au mois de février 2014 à Abidjan. La dernière étude portant sur la réserve financière est en cours de finalisation ;
- **Filets sociaux**, le dossier d'appel à proposition a été finalisé par le projet FAO-CEDEAO en consultation avec la CEDEAO/ARAA et la Coopération espagnole;
- **Régulation des marchés**, Deux études ont été lancées à savoir : l'étude sur la « formulation des mesures complémentaires visant à faire face à la volatilité et aux flambées des prix, à l'importation en Afrique de l'Ouest » et deux études complémentaires sur la « cartographie des infrastructures de stockage privé » et « la capitalisation des expériences de stockage privé ». Les livrables sont attendus en mai 2015.

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets régionaux. L'Agence à travers son Directeur Exécutif a participé à plusieurs rencontres au cours de l'année 2014. Il s'agit de la réunion sur le suivi des recommandations de la conférence régionale sur la libre circulation des produits agricoles en Afrique de l'ouest, tenue à Ouagadougou en janvier 2014 ; la réunion du comité de pilotage du PASANAO et l'atelier de restitution des études sur la réserve alimentaire, organisé à Abidjan en février 2014 ; la réunion de lancement du projet « faim zéro », organisée à Accra en février 2014 ; la réunion sur l'offensive riz et la libre circulation des produits agricoles en Afrique ; la réunion restreinte du RPCA et la session de travail du groupe d'experts senior de l'Alliance globale pour la résilience, tenues à Paris en avril 2014 et la réunion du RPCA qui a lieu à Bruxelles en décembre 2014.

II. Activités des projets et programmes

II.1 Programme PASANAO

II.1.1. Programme d'activités 2014

Suite aux recommandations de la réunion du Comité de Pilotage (février 2014), les activités du programme ont été revues et se présentent comme suit :

Composante 1 : Contribuer à l'évolution des SISA (Système d'Information Sur la Sécurité Alimentaire) pour faire face aux nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire :

- ✓ Réalisation de l'étude sur le zonage des risques et moyens d'existence en Côte d'Ivoire et au Ghana;
- ✓ Organisation de deux (2) cycles d'analyse avec le Cadre Harmonisé (CH) au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali et au Togo.

- ✓ Formation des SIM de quatre (4) pays pour la collecte et l'analyse de nouvelles données ;
- ✓ Suivi des flux transfrontaliers dans le bassin centre ;
- ✓ Organisation d'un atelier du réseau des Experts Analystes sur la dynamique des marchés en Afrique de l'Ouest;
- ✓ Appui à l'intégration de la nutrition dans les enquêtes agricoles en Côte d'Ivoire ;
- ✓ Appui à la réalisation de l'enquête VAMU au Bénin et au Burkina Faso ;
- ✓ Poursuite des enquêtes sur l'intégration du « revenu ménage » dans le suivi de la vulnérabilité des ménages urbains des villes de Bamako, Abidjan et Accra
- ✓ Organisation de deux (2) ateliers présentiels pour la formation du personnel en charge des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire (24 professionnels de la SA) ;
- ✓ Mise en œuvre des modules de formation de la nouvelle promotion de 24 étudiants en Master Sécurité Alimentaire et Politiques Publiques ;
- ✓ Organisation des réunions intersites de suivi et de planification ;
- ✓ Participation aux réunions du Comité de pilotage et du Comité Technique.

Composante 2 : Appui à la définition des politiques régionales

- ✓ Instruments et politiques de régulation des marchés ;
- ✓ Etudes sur les mesures complémentaires au TEC (Tarif Extérieur Commun) face à la volatilité et flambée des prix ;
- ✓ Etudes sur la cartographie des infrastructures de stockage et la capitalisation des expériences de stockage ;
- ✓ Appui à la mise en réseau des stocks publics et privés ;
- ✓ Appui à la promotion de la tierce détention et du warrantage ;
- ✓ Instruments d'intervention en matière d'accès à l'alimentation des plus pauvres ;
- ✓ Appui à la constitution d'un réseau de partage d'expériences et d'informations sur les dynamiques régionales en matière de politiques de filets sociaux ;
- ✓ Appui au réseau ouest africain des céréaliers (ROAC).
- ✓ Appui à la rédaction de notes aux décideurs à partir de la note de communication du cadre harmonisé ;

Composante 3 : Promotion d'opérations innovantes pour la sécurité alimentaire

- ✓ Appel à Proposition de projets « opérations innovantes pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle »

II.1.2. Etat d'avancement des activités

Les activités du PASANAO programmées au cours de l'année 2014 ont été totalement exécutées et se présentent comme suit par composante.

- **Composante 1 : Contribuer à l'évolution des SISA pour faire face aux nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire**

Le budget de la composante a été validé et les allocations de ressources ont été effectuées par l'AFD. Les activités exécutées se résument comme suit :

- ✓ L'étude sur le zonage des risques et moyens d'existence en Côte d'Ivoire et au Ghana a été lancée, le rapport provisoire de la Côte d'Ivoire est disponible ;
- ✓ La mise en œuvre du cadre harmonisé (CH) d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Togo, au Burkina Faso, au Niger et en Côte d'Ivoire est effective ;

- ✓ La CORPAO a été tenue;
 - ✓ Le suivi des marchés et l'évaluation des volumes transigés sont poursuivis ;
 - ✓ L'évaluation des stocks, publics, privés et des flux transfrontaliers est poursuivie ;
 - ✓ l'atelier régional du réseau des experts analystes des dynamiques du marché s'est tenu.
 - ✓ Une deuxième promotion des Masters sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est achevée ;
- **Composante 2 : Contribuer au développement de nouvelles politiques régionales et instruments visant à réduire l'insécurité alimentaire**
- ✓ L'étude sur la « formulation des mesures complémentaires visant à faire face à la volatilité et aux flambées des prix à l'importation en Afrique de l'Ouest a démarré en décembre 2014, avec beaucoup de retard.
 - ✓ Les résultats des études préparatoires à la mise en œuvre de la RRSA ont été présentés et validés en marge du comité de pilotage du PASANAO tenu à Abidjan en février 2014. Les versions définitives en français et en anglais des résultats ont été réceptionnées et largement diffusés par le DAERE.
 - ✓ Les études combinées sur la « cartographie des infrastructures de stockage privé » et « la capitalisation des expériences de stockage privé » dans six pays de la CEDEAO ont été lancées. Les travaux démarreront en janvier 2015.
 - ✓ L'Appel à Manifestation d'Intérêts pour l'étude « Appui à la constitution d'un réseau de partage d'expériences et d'informations sur les dynamiques régionales en matière de politiques de filets sociaux a été lancé.

Composante 3 : Opérations innovantes

Le dossier du premier Appel à Proposition (AP) a été lancé le 1^{er} septembre 2014. L'appel a porté sur les trois thématiques suivantes : la fortification des aliments ; la sécurisation des systèmes d'activités pastoraux ; le renforcement des systèmes de crédit et d'assurance agricoles. Au total, 73 projets ont été reçus à la date du 21 novembre 2014, date limite de réception des propositions par l'ARAA.

Composante 4 : Coordination du programme

- ✓ La coordination du programme s'est traduite au cours de l'année par l'organisation des réunions via *skype* entre l'équipe de *backstopping* et celle de coordination à Lomé sur la conduite des activités des composantes.
- ✓ Le deuxième comité de pilotage du PASANAO a été tenu. La révision budgétaire et celle du cadre logique ont été faites et acceptées par les parties.
- ✓ La programmation des activités sur les trois années 2014-2016 est élaborée.
- ✓ Des projets d'appel à proposition et de Contrat de subvention entre l'Agence et les bénéficiaires ont été élaborés. Ces documents sont relatifs aux trois thématiques sur les opérations innovantes à savoir : la fortification des aliments, la sécurisation des systèmes

d'activités pastoraux et le renforcement des systèmes de crédit et d'assurance agricoles. Le plan d'activité annuel 2014 et le Plan de Passation des Marchés (PPM) 2014 sont élaborés et validés.

- ✓ Le guide de communication et le manuel des procédures sont validés.
- ✓ Les avenants n°1 et n°2 sur la convention CZZ1431 AFD-CEDEAO relatifs à la révision budgétaire, aux modalités de versements des composantes 2 et 3 en accord avec la délégation d'engagement du Directeur Exécutif de l'ARAA, au cadre logique de la convention ont été signés par les parties prenantes et reçus par le PASANAO.

II.2. Projet FAO-CEDEAO

Le projet FAO – CEDEAO intitulé « Renforcement des capacités de la CEDEAO pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA1 » est financé par la coopération espagnole. Ce projet a officiellement démarré en janvier 2012, mais le coordonnateur du projet 'n'a pris service qu'en décembre 2014. Un consultant de longue durée a été recruté et a pris service en juin 2014, avec entre autres missions à lui confiée, la réalisation du manuel des procédures de gestion du cycle des projets de l'ARAA. Le processus de recrutement de deux autres personnes ressources qui seront basées à la CEDEAO/Abuja pour travailler en étroite collaboration avec le directeur en charge de l'agriculture et du développement rural a été lancé. Le recrutement d'un auxiliaire de bureau est également prévu au début de l'année 2015.

Au cours de l'année 2014 suite à la prise de service du coordonnateur du projet, il s'est avéré essentiel de procéder à une actualisation des activités prioritaires du projet en concertation avec la CEDEAO, la coopération Espagnol et la FAO. Les propositions d'activités ont été faites en tenant compte (i) du document de projet élaboré en 2010 et (ii) des priorités de la CEDEAO et des activités prioritaires de l'Agence.

II.2.1. Programme d'activités 2014

Le plan d'action et les activités à mettre en œuvre ont été définis à travers deux séances de travail. La première s'est tenue à Ouagadougou le 15 janvier 2014 et a regroupé le Directeur de l'agriculture de la CEDEAO, le Directeur exécutif de l'ARAA ainsi que le Coordonnateur technique du projet. La deuxième séance de travail s'est tenue à Abidjan en février 2014 et a regroupé la coopération espagnole, la CEDEAO et la FAO. L'accord concernant l'extension du projet jusqu'en 2016 a été accordé lors de la réunion tripartite CEDEAO – AECID – FAO qui s'est tenue le 6 novembre 2014 à Abuja au siège de la CEDEAO

II.2.2. Etat d'avancement des activités

Objectif spécifique 1 (OS1). : Opérationnalisation de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA).

Activité 1.1 : Élaborer les procédures de gestion du cycle des projets.

Cette activité vise à proposer à l'ARAA des procédures qui lui permettent d'organiser, de structurer et de suivre les projets et les activités qui lui sont confiés pour la mise en œuvre. Ces procédures doivent définir clairement les étapes, les responsabilités, les instruments à utiliser (formulaires et mémorandum), les règles du jeu (instruction), les délais, le processus de mise en œuvre et de suivi des projets et des activités de l'agence.

L'élaboration du manuel de gestion de cycle des projets a démarré au cours du 2ème trimestre 2014. La première étape a consisté à identifier des manuels de référence susceptibles de servir de base pour l'élaboration du manuel des procédures envisagé par l'ARAA. Cette étape a permis de conclure qu'il n'est pas possible d'avoir de manuels de gestion du cycle des projets auprès des organisations internationales ou d'autres partenaires dans la mesure où, actuellement les procédures similaires sont généralement toutes informatisées. Il a été alors convenu de s'inspirer du manuel des procédures de gestion du cycle des projets adapté à partir de la version papier du manuel des procédures de la coopération néerlandaise. L'ossature générale de ce manuel a été présentée le 03 juin 2014 par la FAO à toute l'équipe de l'ARAA en présence du Directeur en charge de l'agriculture et du développement rural de la CEDEAO. Cette première réunion interne a permis de mettre en évidence les points importants suivants :

- La nécessité d'un compromis entre des procédures allégées mais qui, en même temps, respectent les principes fondamentaux de rigueur et de transparence. Le modèle de procédures de la coopération néerlandaise présente beaucoup d'éléments qui peuvent être utiles à l'élaboration du manuel des procédures de gestion du cycle des projets de l'ARAA mais il est nécessaire de l'alléger pour s'assurer que les procédures proposées seront applicables dans le contexte de l'ARAA (notamment le fait qu'elle dispose d'un personnel réduit). Cependant, cette nécessité d'alléger les procédures ne devrait pas compromettre les principes fondamentaux à savoir la rigueur et la transparence. Ces principes sont essentiels pour assurer la crédibilité de l'ARAA.
- L'importance de réaliser, avant de développer toutes les parties du manuel, un travail de base pour convenir du modèle de manuel dont l'Agence voudrait se doter (« document Racine »). Ce travail est fait en interne par l'équipe de l'ARAA, sous la supervision du Directeur exécutif de l'ARAA et avec la facilitation de la FAO. Il permet de s'assurer de bien définir le cadre dans lequel s'inscrivent les procédures à mettre en place. La disponibilité de chaque membre du personnel de l'ARAA a été jugée utile à cette étape du processus.
- La nécessité d'organiser un atelier avec les principaux partenaires de l'ARAA pour valider le manuel une fois que la version provisoire complète sera finalisée. Cet atelier qui regroupera la CEDEAO/ARAA, la FAO et les principaux partenaires de l'ARAA sera important pour s'assurer que les procédures sont discutées entre toutes les parties prenantes.

Dans cette perspective, deux ateliers ont été organisés au cours du second semestre 2014:

- Juillet 2014 : un atelier dont l'objectif global était de présenter et discuter avec l'équipe de l'ARAA, l'architecture du cycle de gestion des projets en relation avec le cadre organisationnel et fonctionnel actuel de l'ARAA. Il s'agissait (i) de présenter et de discuter les étapes du cycle des projets ainsi que les instruments à mobiliser à chaque étape de ce cycle ; (ii) d'apporter des éléments de réponses aux questions liées à la mise en œuvre du manuel de gestion du cycle des projets ; (iii) la typologie (plafond financier, activités, etc.) applicable au cycle des projets de l'ARAA et, les outils/instruments (instructions et formulaires) relatifs à cette typologie.
- Octobre 2014 : suite aux recommandations de la réunion de juillet 2014, un atelier d'approfondissement des procédures a été organisé à Lomé/Togo. La rencontre a connu la participation du personnel de l'ARAA, y inclut le staff des projets d'appui. Le représentant de la FAO au Togo ainsi que le Directeur administratif et financier de GIABA/CEDEAO y ont également pris part.

Une version complète du manuel de gestion de cycle de projet de l'ARAA est disponible et en cours d'utilisation dans le cadre de la mise en œuvre des appels à proposition de projets. Celle-ci comprend les directives et les instruments techniques, administratifs et financiers.

Objectif spécifique 2 (OS2) : Mise en œuvre de programmes régionaux d'investissement et Renforcement des capacités de l'ARAA dans la coordination et la mise en œuvre du PRIA en cohérence avec les PNIA

Activité : 2.1 : Appuyer la mise en œuvre du Programme Régional Hydraulique Villageoise Améliorée (PRHVA)

En vue d'opérationnaliser la mise en œuvre du Programme Régional Hydraulique Villageoise Améliorée (PRHVA), la CEDEAO a décidé d'accorder à ses Etats membres une subvention de 100 millions de \$US dans le cadre de son Programme Communautaire de Développement (PCD). Le but est de réaliser, à termes, 5000 forages multi-usages équipés de pompes fonctionnant avec l'énergie solaire. Le programme vise à améliorer l'accès à l'eau potable et la sécurité alimentaire des populations vulnérables en particulier celles du milieu rural. La subvention proposée sera accordée en 2 phases. La première phase prévue en 2014 portera sur une subvention totale de 50 millions de \$US. Au cours de cette première phase, la priorité sera accordée aux pays en sortie de crise socio-politique. A travers ce choix, la CEDEAO souhaite contribuer à l'amélioration de la paix et la sécurité en apportant un appui aux populations vulnérables dont les moyens d'existences se sont détériorés en raison des conflits. La dégradation de la sécurité est à l'origine entre autres de la dégradation des infrastructures d'accès à l'eau et de déplacement d'un nombre important de populations vivant dans les zones affectées par les conflits.

Les activités conduites par le projet FAO-CEDEAO sont les suivantes :

- Réalisation d'une note succincte de présentation de la mise en œuvre du programme. Cette note présente les objectifs du programme, l'approche proposée par la CEDEAO pour la mise en œuvre ainsi que les critères de choix pour l'implantation des ouvrages ;
- La rédaction des projets de contrats tripartite (accord de subvention) entre la CEDEAO (maitre d'ouvrage), le pays bénéficiaire de la subvention et l'agence d'exécution des travaux d'intérêt public proposé par chaque pays ;
- La rédaction de note de communication sur le programme (disponible sur le site <http://agric.comm.ecowas.int/>);
- La rédaction d'une fiche de projet à soumettre pour financement complémentaire dans le cadre de la stratégie sahel.

La mise en œuvre de ce programme dépendra de la disponibilité des ressources financières de la CEDEAO.

Activité 2.2 : Appuyer la mise en œuvre du programme d'amélioration de la productivité de la filière avicole

Dotée d'un budget d'un millions d'euros financé par la CEDEAO dans le cadre du Programme communautaire de développement (PCD), le programme vise notamment à accroître le rendement de l'aviculture villageoise en réduisant de façon significative le taux des mortalités imputables aux maladies aviaires infectieuses et parasitaires et en améliorant l'environnement des volailles et la conduite de l'élevage. Un document de projet d'appui au développement de l'aviculture familiale a été validé lors d'un atelier qui s'est tenu à Cotonou du 24 au 26 février 2014. Le projet proposé couvre les régions et départements de la bande transfrontalière des zones septentrionales du Nigeria, du Bénin, du Togo et du Ghana ainsi que les régions du Sud-ouest du Niger et du Burkina Faso.

La contribution de FAO à l'opérationnalisation de ce programme a consisté à réaliser un dossier d'appel à proposition de projets comprenant (i) les procédures administratives et (ii) les lignes directrices pour guider les soumissionnaires potentiels.

Les prochaines étapes de la mise en œuvre du programme dépendront de la disponibilité des ressources financières de la CEDEAO.

Activité 2.3 : Réaliser un manuel de formation sur l'analyse de projets d'investissement des filières agro-pastorales.

Cette activité prévue pour démarrer au cours de l'année 2015 fait à ce jour l'objet de discussion entre les parties prenantes.

Activité 2.4 : Contribuer à la mise en œuvre des composantes du programme régional d'appui aux filets sociaux de sécurité

Avec l'appui financier de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID), la CEDEAO propose de cofinancer des projets « innovants » relatifs aux filets sociaux de sécurité. Ces projets sont mis en œuvre par les collectivités territoriales décentralisées et les acteurs non étatiques sans but lucratif suivants : les ONG internationales, nationales et locales, les fédérations, associations et organisations de producteurs / productrices, d'éleveurs, d'agro-pasteurs et de l'agro-industrie, les associations des femmes rurales. Ces projets doivent par ailleurs contribuer à renforcer les Etats dans la conception et la mise en œuvre de leurs programmes de filets sociaux de sécurité.

L'enveloppe globale mise à disposition par la CEDEAO et l'AECID est d'environ 2,5 milliards francs CFA. Cette enveloppe sera utilisée à travers 2 appels à propositions. Le premier appel porte sur un montant total de 1,1 milliards de francs CFA. Un deuxième appel à propositions sera organisé ultérieurement (2016) et portera sur l'enveloppe restante de 1,4 milliards. Afin de respecter le principe de cofinancement consigné dans les orientations du PRAFSS, l'apport des soumissionnaires (ou de ses partenaires) devra être au minimum de 10% par rapport au budget total du projet proposé.

La FAO a travaillé de façon étroite avec l'AECID, l'ARAA / CEDEAO et le programme PASANAO pour rédiger le dossier d'appel à proposition de projets tenant compte des orientations du Programme Régional d'Appui aux Filets Sociaux (PRAFSS). Ce dossier d'appel à propositions réalisé comprend (i) les Conditions générales, (ii) les Conditions particulières, (iii) les lignes directrices pour répondre à l'appel à proposition ainsi que (iv) les Critères de notation et les formats/contenus de la note succincte de projet et de la proposition détaillée. D'autres documents utiles pour l'appel à proposition sont la Fiche de renseignement relatif au demandeur, la Fiche de renseignement relatif au(x) partenaire(s) du projet, la Fiche d'information bancaires, le Dossier administratif complet, le format de budget ainsi que le cadre logique. Le dossier complet d'appel à projets a été finalisé et validé. Une présentation relative à cet appel à projets a été faite lors de la réunion du RPCA en décembre 2014 à Bruxelles. Le lancement officiel est prévu le 20 janvier 2015.

Activité 2.5 : Renforcer les capacités du Gouvernement de la Guinée Bissau à mettre en œuvre le Programme National d'Investissement Agricole

Dans le cadre des activités du projet une délégation conjointe CEDEAO - FAO s'est rendue en Guinée Bissau du 23 novembre au 5 décembre 2014 afin d'appuyer le Ministère de l'Agriculture (MADR) à assurer l'intégration des priorités du secteur agricole et rural, dans le processus de préparation de la table ronde pour la mobilisation des ressources. La FAO a fourni un appui à l'élaboration de notes de contributions du secteur agricole au Plan Stratégique Opérationnel (PSO) de la Guinée Bissau ainsi qu'à

l'élaboration de 5 fiches de projets en matière de gestion durable des ressources naturelles, de promotion des filières végétales, de renforcement des capacités institutionnelles, de recherches et de conseil agricoles et de promotion des filières animales. Le projet FAO – CEDEAO dans un proche avenir de (i) participer à la table ronde ; (ii) d'appuyer le MADR pour l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités en matière de planification – suivi et de gestion fiduciaire, ainsi que des modalités de fonctionnement des instances de pilotage et de coordination du PNIA.

Activité 2.6: Elaborer la stratégie de mécanisation agricole du Togo horizon 2020

En concertation avec la Représentation de la FAO au Togo, le projet a initié des échanges avec le Ministère en charge de l'équipement Rural ainsi que le Ministère en charge de l'agriculture, l'élevage et la pêche. Dans la perspective de fournir une offre de mécanisation agricole adaptée, la FAO propose d'élaborer un plan de gestion des équipements acquis sur financement Indien. Ce plan devra être porté à la fois par le Ministère de l'Equipement Rural et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Ceci afin de renforcer la complémentarité et la synergie des actions de ces deux ministères. Ce plan de gestion des équipements devra être par ailleurs conforme et cohérent avec la politique de mécanisation agricole en voie d'adoption.

II.3. Programme de placement profond de l'urée

Le programme de placement profond de l'urée est mis en œuvre par l'IFDC, l'état d'avancement des activités au cours de 2014 est détaillé ci-dessous.

II.3.1. Programme d'activités 2014

Les activités programmées sont :

- Identification des sites et mise en place de champs de démonstration et de diffusion du PPU ;
- Organisation de l'atelier de lancement du projet PRIME pour informer et sensibiliser les bénéficiaires directs potentiels et autres parties prenantes sur les objectifs et activités dans les pays cibles ;
- Organisation des ateliers nationaux de lancement ;
- Identification des fabricants et fournisseurs privés potentiels de granules d'Urée ;
- Mise en place et suivi d'un mécanisme efficace de financement sous forme de ligne de crédit PPU de la production de granules et équipements PPU ;
- Mise en relation des investisseurs dans la production de granules et équipements avec les institutions financières ;
- Améliorer les connaissances pédagogiques et techniques du personnel des services privés et étatiques de vulgarisation ;
- Renforcer les capacités techniques des coopératives rizicoles dans les techniques de production intégrées ;
- Identifier les besoins en formation pour les riziculteurs et vulgarisateurs à travers un diagnostic participatif ;
- Elaboration d'une stratégie de communication ;
- Elaboration du système de suivi-évaluation ;
- Recrutement de l'assistant agronome et du spécialiste en communication.

II.3.2 Etat d'avancement des activités

Au cours de la période sous revue, l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités se présente comme suit :

- 12 contrats sont en cours de signature avec les partenaires techniques pour la mise en œuvre des activités. Les sites devant abriter les champs de démonstration et de diffusion ont été identifiés, y compris les partenaires devant les conduire ;
- Préparation de l'atelier de lancement officiel du projet en cours ;
- Préparation de l'atelier de lancement du projet, choix des partenaires porteurs déjà identifiés ;
- Plus de 20 fabricants et fournisseurs privés potentiels ont été identifiés pour assurer la commercialisation des granules et des équipements ;
- Identification des besoins des acteurs selon leur position sur la chaîne de valeur riz ;
- Tenue des rencontres entre les différents acteurs de la chaîne de valeur riz au niveau local ;
- Les formations des différents agents d'appui conseil ont été planifiées sur site. Les manuels de formation en anglais et en français sont déjà disponibles ;
- Les besoins en formation des agents et producteurs ont été identifiés ;
- Le rapport provisoire de la stratégie de communication élaboré par le consultant est cours de finalisation ;
- Les vacances de postes ont été publiées dans les journaux officiels. Une liste restreinte a été définie et les interviews sont prévues au second semestre 2014.

Les activités du projet ont été suspendues au cours du deuxième semestre 2014 par manque de financement. En effet, la CEDEAO étant le principal bailleur du projet n'a pas pu verser la contribution attendue par l'IFDC pour se faire rembourser et poursuivre la mise en œuvre des activités démarrées sur préfinancement.

II.4. Projet faim zéro

Le projet faim zéro est mis en œuvre par la FAO, l'état d'avancement des activités à mettre en œuvre au cours de 2014 est détaillé ci-dessous.

II.4.1. Programme d'activités 2014

Les activités programmées sont :

- Evaluation de la situation actuelle du droit à l'alimentation en Afrique de l'Ouest ;
- Etablissement de la situation de référence sur la Faim et la malnutrition ;
- Réunion du Comité de Pilotage du projet ;
- Construire l'architecture de l'initiative Faim Zéro ;
- Amélioration de la coordination pour la sécurité alimentaire et la nutrition ;
- Renforcer les capacités des parties prenantes non-gouvernementales et créer des espaces de dialogues ;
- Elaboration de lignes directrices et de matériaux-guides sur les méthodologies de création entre protection sociale et agriculture ;
- Appui technique aux Etats membres pour l'intégration de la nutrition dans leurs politiques et plans d'investissement (en particulier les Compacts et PNIA) ;
- Appuyer l'engagement du secteur agricole dans la mise en place de mécanismes nationaux de coordination de la nutrition, en lien avec les partenariats des mouvements REACH et SUN.

II.4.2. Etat d'avancement des activités

Avec la suspension des voyages et des réunions régionales due à la maladie virale d'Ebola, le projet a réorienté sa stratégie pour se focaliser sur l'appui aux initiatives au niveau national; au cours de la période sous revue, l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités se présente ci-dessous décrites :

Au titre de la gestion du projet

- a) Organisation de l'atelier de lancement du projet du 24 au 26 Février à Accra en présence des représentants du Département Agriculture de la CEDEAO, de la FAO, des points focaux CAADP des Etats membres, des représentants des OIG et organisations de la société civile et du secteur privé et des partenaires techniques et financiers ;
- b) Recrutement et mise en place du personnel du projet à partir d'Avril 2015 (un Conseiller Technique Principal et Coordonnateur du projet et un expert international en Sécurité Alimentaire et Nutrition);
- c) La première réunion virtuelle du Comité de Pilotage du projet qui a eu lieu le 15 août 2014 a permis de valider les principaux documents suivants : les termes de référence du Comité de pilotage, le rapport de l'atelier de lancement du projet, les plans de travail 2014-2016 et 2014, y inclus les budgets y afférant , le 1^{er} rapport semestriel d'activités ainsi que les priorités du 2^e semestre, le rapport final de l'Evaluation de la situation du Droit à l'Alimentation en Afrique de l'Ouest, ainsi que la stratégie générale de mobilisation sociale et politique pour la mise en œuvre du projet;
- d) La modification du projet ainsi que le plan des décaissements ont été approuvés par la coopération allemande en décembre 2014, comme suit:
 - Nouvelle période du projet: 23 sept 2013 au 31 déc. 2016 (au lieu de 23 sept. 2013 au 22 sept. 2016) ;
 - Nouveau budget y compris l'addendum (158,718 \$EU) : 2.581.320 US \$EU ;
 - La contrepartie financière de la Commission de la CEDEAO est convenue et arrêtée à 3.000.000 \$EU.

Résultat 1: la stratégie et le cadre conceptuel de l'Initiative Faim Zéro pour l'Afrique de l'Ouest sont définis par les parties prenantes de façon participative

Sous composante 1: Construire l'architecture de l'Initiative Faim Zéro

- Finalisation de l'évaluation de la situation actuelle du droit à l'alimentation en Afrique de l'ouest disponible. Le rapport final a fait l'objet de publication pour une large diffusion à l'ensemble des parties prenantes de l'Initiative Faim Zéro. Il est disponible en langues française et anglaise et accessible sur le lien suivant : <http://www.fao.org/righttofood/publications/publications-detail/en/c/276588>
- Une stratégie globale de mobilisation sociale et politique pour le renforcement de l'Initiative Faim Zéro a été élaborée et validée par le Comité de Pilotage du projet;
- Un draft zéro du cadre conceptuel de l'initiative Faim zéro pour l'Afrique de l'Ouest a été élaboré et en cours de revue, avant soumission aux acteurs régionaux pour validation ;
- Production et diffusion des documents de communication : brochure sur l'initiative faim zéro, cartes thématiques ;
- Appui technique à la mise en œuvre des projets TCP sur le droit à l'alimentation et l'amélioration de la gouvernance de la sécurité alimentaire au Togo et en Guinée Bissau) ; le projet de Guinée Bissau (TCP/GBS/3501 ; Mai 2014 à Octobre 2015 ; 303 000 dollars EU) a été approuvé, des consultants recrutés et la mise en œuvre lancée en Novembre 2014 ;
- Élaboration des Termes de référence pour l'établissement de la situation de référence sur la faim et la malnutrition sont en cours ;
- Elaboration de la stratégie de communication de l'initiative Faim zéro est en cours : des consultations sont entreprises et une réunion de travail conjointe FAO-CEDEAO planchera sur

cette stratégie au cours du 1er trimestre 2015. Dans ce cadre, le projet a entamé l'exercice d'analyse des tendances générales de la faim et de la malnutrition dans la sous-région, ainsi que leur projection à l'horizon 2025. A ce titre les activités suivantes ont été conduites à terme : recherche et validation de données sur la Nutrition et la sécurité alimentaire, cartographie de la situation sur les engagements de MAPUTO, élaboration des termes de référence et développement d'un site web en local de l'initiative Faim zéro à soumettre pour approbation par l'équipe communication de FAO-RAF et le Département Communication de la commission de la CEDEAO.

Sous composante 2: Amélioration de la coordination pour la sécurité alimentaire et la nutrition

- Contribution à la mise en place et au renforcement d'une plateforme multisectorielle pour la coordination du secteur sécurité alimentaire et nutrition au Gouvernement de Côte d'Ivoire ; à la suite des délibérations multi-acteurs (agences des nations unies, SUN et REACH et organisations de la Société civile) ; un décret présidentiel a été pris et a créé un cadre légal pour la coordination nationale de la nutrition;
- Appui technique à l'UEMOA pour l'élaboration du Programme Communautaire décennal de Transformation de l'Agriculture pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PDCTASAN) 2015-2025 ; l'appui a permis l'alignement du programme aux politiques, initiatives, programmes et engagements régionaux (ECOWAP/PRIA, PAU, AGIR, Réserve Alimentaire ; filets sociaux...). La validation du rapport provisoire de formulation du programme est attendue en 2015, par les instances statutaires de la Commission de l'UEMOA ainsi que les acteurs régionaux publics et non étatiques ;
- Initiation d'un cadre de partenariat pour soutenir les efforts de lutte contre la Faim et la Malnutrition au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana et au Sénégal en concertation entre la FAO, les Alliances nationales contre la faim et la malnutrition et l'ONG The Hunger Projet; une note conceptuelle de consultation et un projet de protocole de partenariat ont été soumis à la revue de FAO-RAF ;
- Des échanges sont engagés pour renforcer la coordination et la mise en synergie des TCP nationaux et du TCP régional en cours d'exécution par le Secrétariat Exécutif du (CPLP) en Guinée Bissau et au Cap Vert ;

Sous composante 3: Renforcer les capacités des parties prenantes non-Gouvernementales et création d'un espace de dialogue

- Un avenant au projet Faim Zéro soumis à la coopération allemande a été approuvé à hauteur de \$158.000 \$EU pour le renforcement de capacité de la société civile;
- Appui à la formation/sensibilisation des Parlementaires du Togo sur le Droit à l'Alimentation ; les leçons apprises de cet exercice serviront de modèles pour la préparation de modules de formation pour les Parlementaires au niveau régional et au niveau des Etats membres.
- Production et diffusion des documents de communication : brochure sur l'initiative faim zéro et cartes thématiques sur le niveau d'atteinte de l'OMD 1 en Afrique de l'Ouest ;
- Evaluation préliminaire conjointe des capacités des Alliances contre la Faim et la malnutrition (au niveau régional et national) ; un questionnaire a été élaboré avec l'Alliance du Ghana et la Plate-forme régionale et soumis aux 15 Alliances nationales ouest africaines ; les résultats des enquêtes sont en cours de dépouillement. Une proposition d'une stratégie et d'un plan de renforcement de capacités de la PAAO-ANCFM et des ANCFM seront finalisés et soumis pour validation au cours du forum régional prévu au cours du deuxième semestre de 2015 ; d'ores et déjà, le processus de reconnaissance légale de la plateforme régionale est concomitamment en cours auprès des autorités du Bénin et du Ghana ;
- Une assistance technique sur les aspects liés à la nutrition a été assurée au projet renforcement des capacités de la CEDEAO pour la mise en œuvre du CAADP (ECOWAP (GCP/RAF/461/SPA) pour la formulation d'un appel à propositions pour le financement de projets de filets sociaux préventifs en Afrique de l'Ouest.

Résultat 2: Des stratégies combinant la protection sociale et l'agriculture sont développées et appliquées

- Elaboration des TDR pour le recrutement d'un expert Consultant en Protection sociale ;
- Le consultant en protection social a été recruté en co-financement avec des projets du Bureau Régional Afrique de la FAO et posté à Accra depuis fin Novembre 2014 ;
- Un draft de cadre conceptuel de la protection sociale en Afrique est en cours d'élaboration et sera discuté avec ARAA au cours du premier semestre de 2015. Par la suite, le consultant procèdera à la revue de la stratégie et la cartographie des programmes et projets de la CEDEAO (sous tutelle de l'ARAA et des autres commissions techniques) en vue de proposer des programmes phares de protection sociale pour l'Afrique de l'Ouest.

Résultat 3: La nutrition est fermement intégrée dans les politiques, les plans et les budgets du secteur agricole au niveau national et régional

- Les points focaux CAADP et des partenaires ont été informés et sensibilisés pour leur participation aux discussions en ligne dans le Forum Ouest Africain sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Soutien à l'organisation de la 6e réunion de « l'Africa Nutrition Epidemiology Conférence » (ANEC) sur l'éducation nutritionnelle et la capitalisation des bonnes pratiques pour les nutritionnistes ; un résumé sur le projet a été publié avec les résultats de la réunion ;Appui technique apporté respectivement au Mali, au Nigeria et à la Guinée Bissau ont respectivement pour missions la formulation d'un projet de résilience et nutrition, l'intégration de sécurité alimentaire et nutrition dans les politiques programmes et chaines de valeur et enfin, la préparation d'un projet de nutrition en réponse à un appel à proposition soumis à la délégation nationale de l'Union Européenne ; un projet de facilité TCP a été également financé par FAO-Nigeria et un expert international Nutrition et sécurité alimentaire (deux hommes-mois) recruté pour accompagner le Gouvernement fédéral pour finaliser la stratégie du Nigeria de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre de l'Agenda pour la Transformation de l'Agriculture (ATA) ;
- Analyse en cours du Plan Régional d'Investissements Agricoles (PRIA) et des Plans Nationaux d'Investissements Agricoles (PNIA) pour évaluer le niveau d'intégration des aspects liés à la nutrition. Une première version sera disponible en Janvier 2015

III. Exécution financière

L'exécution financière est subdivisée en deux (02) parties à savoir : les recettes budgétaires encaissées au cours de la période sous revue et l'exécution. Il importe de mentionner que l'exécution financière concerne uniquement le budget 2014 de l'ARAA. L'exécution financière des quatre projets et programmes gérés par des structures autonomes n'ai pas concerné.

III.1 Etat des encaissements des recettes budgétaires

Les activités 2014 de l'ARAA sont financées par quatre partenaires. Le tableau ci-dessous donne l'état des encaissements au 31 décembre 2014.

Tableau N°1 : Etat des encaissements des recettes au 31 décembre 2014 (montant en Unité de Compte (UC))

Sources de financement	Budget des recettes	Encaissements	Solde	% Encaissement
Fonds propres CEDEAO	180 256	62 794	117 462	34,84%
USAID	492 234	321 161	171 073	65,25%
Fonds Espagnol	260 646		260 646	0,00%
AFD	20 000	20 000	-	100,00%
TOTAL	953 136	403 955	549 181	42,38%

La CEDEAO a versé en fin mars 2014 46 500 000 FCFA, soit 62 794 UC (1UC=740,52 F CFA) au titre de la première avance pour le fonctionnement de l'ARAA. Une seconde avance de 30.608 USD avait été introduite en septembre 2014 et le transfert n'est pas encore effectué.

L'USAID à travers le CILSS a effectué des paiements directs d'un montant de 224.988 UC pour la réalisation des activités inscrites au programme 2014 de l'ARAA. Deux transferts d'un montant total de 96.173 UC soit 89.706.022 F CFA respectivement de 39.456.706 FCFA et de 50.249.316 FCFA ont été effectués sur les comptes de la Commission de la CEDEAO au cours de cette période sous revue pour le remboursement des prises en charges du personnel de l'ARAA de janvier à juillet 2014.

Tout comme l'USAID, l'AFD a effectué des paiements directs pour la réalisation des études sur la réserve régionale de la sécurité alimentaire.

III.2 Etat d'exécution budgétaire

Le budget a été exécuté à hauteur de 54,64%, soit 520.828 UC sur un budget annuel de 953 136 UC. Ce niveau d'exécution s'explique d'une part par le fait que les activités programmées sur le financement de la Coopération espagnole n'ont pas connu de démarrage. En effet, le personnel technique de l'ARAA qui devrait émarger sur cette convention n'est pas encore recruté de même que l'acquisition du matériel pour ledit personnel. D'autre part, le personnel d'appui (5 agents) à prendre en charge sur les fonds propres de la CEDEAO n'a pas été recruté et l'acquisition du véhicule n'a pas été réalisée. Le tableau N°2 ci-dessous donne l'état d'exécution budgétaire par rubrique.

Tableau N°2 : Etat global d'exécution budgétaire au 31 décembre 2014 (montant en Unité de Compte)

Activités	Budget	Dépenses	Solde	% d'exécution
Ressources humaines	506 335	208 865	297 470	41,25%
Coûts opérationnels	223 012	177 343	45 669	79,52%
Equipements	57 375	-	57 375	0,00%
Instruction aux projets	166 414	134 620	31 793	80,90%
TOTAL	953 136	520 828	432 308	54,64%

Conclusion

Dans l'ensemble, la plupart des activités programmées au titre de 2014 ont été exécutées à l'exception du recrutement du personnel (technique et d'appui) de l'ARAA et de l'acquisition du matériel roulant dont les processus ont démarrés pour être finalisés en 2015.

Outre le projet sur l'Intensification Agricole et Pastorale, les six autres projets à instruire par l'ARAA ont connu un démarrage effectif.

Les quatre projets et programmes (PASANAO, projet FAO-CEDEAO, projet faim zéro, projet PRIME) dont la coordination a été confiée à l'ARAA ont démarré et s'exécutent bien avec des résultats tangibles à l'exception du projet PRIME qui a suspendu ses activités par manque de financement

Les activités de l'Agence prendront leur envol à 2015 avec la mise ne place des projets régionaux tels que le projet mouche des fruits, le projet réserve régionale de sécurité alimentaire et les projets issus des appels à proposition.